

**DES DEROBADES DES MINISTRES AUX SUCCES ELECTORAUX DU SNESUP**

La rencontre annoncée par Jean-Marc Monteil le 7 juillet qui devait conduire les Ministres à exposer leurs intentions sur la loi Recherche et à donner des éléments substantiels de programmation a été reportée sine die.

Néanmoins, les ministres ont du temps : ils ont trouvé les 20 et 21 juillet plusieurs heures pour rencontrer ensemble de manière bilatérale chacune des organisations étudiantes. Et toujours rien ni pour l'intersyndicale et SLR, ni pour le SNESUP, première organisation du Supérieur. Cette nouvelle dérobade ne peut qu'amplifier le mécontentement des collègues et nous conduit à préparer, sur ce dossier comme sur les autres, une rentrée active.

*Même si les Ministres se dérobent, les organisations syndicales et SLR, qui ont contribué à fédérer les chercheurs et enseignants-chercheurs et à expliciter leurs propositions, travaillent.*

**COMMUNIQUE DE PRESSE des organisations syndicales de la recherche et de l'enseignement supérieur et SLR**

FSU (snesup, sncs, snasub) - CFTC (recherche)  
CGT (sntrs, ferc-sup, inra, sanofi-aventis)  
CFDT (cea, sgen-cnrs) - SUD (recherche-epst)  
SLR - UNSA (sup recherche, snptes,A&I)

Nous avons participé du 4 au 7 juillet à une série de rencontres avec J-M. Monteil -Directeur de l'Enseignement Supérieur - pour contribuer à faire entendre les propositions de la communauté scientifique dans l'élaboration de la loi d'orientation et de programmation recherche, en particulier sur le volet « programmation » dont l'annonce est reportée de semaine en semaine.

Le mandat de J-M.Monteil excluait toute engagement : c'est pourquoi une rencontre de synthèse avec les ministres liée à la communication du texte de l'avant projet de loi est indispensable.

Annoncée par J-M.Monteil –au nom des ministres- pour le 21 juillet cette rencontre est aujourd'hui ajournée sine die.

Nous dénonçons cette situation. La marche forcée du gouvernement, sur l'Agence Nationale de la Recherche, l'Agence de l'Innovation Industrielle, les pôles de compétitivité, nous éloigne des solutions réclamées par les personnels et montre le peu de considération de ce gouvernement pour la recherche publique, ses personnels et ses organisations. Que les 3000 créations d'emplois, annoncées pour 2006, soient affectées en priorité vers une poignée de pôles de compétitivité est inacceptable.

En l'état, nous rendons publiques des contre-propositions. Aux questions posées, à nos revendications qui portent tant sur l'organisation que sur les financements pluriannuels, le gouvernement doit répondre. Il doit communiquer au plus

vite aux organisations syndicales, à SLR, aux différents acteurs de la recherche ses intentions véritables. Il y a urgence !

**SUCCES SNESUP AU CNRS**

Les résultats des élections 2005 au Conseil Scientifique du CNRS montrent que les listes du SNESUP FSU et du SNCS FSU sont largement en tête dans les Collèges des Enseignants-Chercheurs et des Chercheurs malgré une augmentation du nombre de listes par rapport au scrutin de 2001.

Dans les Collèges des Professeurs d'Universités (A2) et des Maîtres de Conférences (B2), l'augmentation sensible du nombre d'inscrits souligne la forte implication des universitaires dans la recherche et l'accentuation de leur insertion au sein d'unités labellisées par le CNRS. Le mouvement pour Sauver la Recherche auquel le SNESUP a contribué, avec bien d'autres, est un autre facteur d'explications de cette augmentation.

Les positions de la FSU, en particulier du SNESUP, se trouvent ainsi reconnues et renforcées avec plus de 35% des suffrages dans les 2 collèges électoraux concernés et placent le SNESUP devant toutes les autres organisations syndicales.

Les autres listes, présentes en 2001, régressent toutes dans des proportions variées : la perte la plus sévère est enregistrée par le SGEN-CFDT et constitue une sanction très importante

Les nouveaux élus SNESUP : Pierre ALART, Professeur en Mécanique à l'Université Montpellier 2 et Maître de Conférence : Christian GORINI, Maître de Conférences en Sciences de la Terre à l'Université de Lille 1.

L'ensemble des résultats 2001/2005 comparé sera porté très prochainement sur le site du SNESUP.

**"Étudier oui, mais à quel prix?"** a été le thème de l'émission "Arrêt sur infos" d'Europe 1 du mercredi 20 juillet 2005 (Pour écouter cette émission cliquez [ICI](#))

François Goulard, ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, s'est exprimé au travers d'un enregistrement de quelques minutes. Participaient à cette émission : Jean Fabbri, secrétaire général du SNESUP, Jean-Robert Pitte, président de l'université Paris-IV Sorbonne, Raphaël Chambon, porte-parole de l'UNEF, Pierre Dumaz, président de l'Association des agents comptables d'université, Alan Kierman, directeur d'études à l'EHESS. L'Université de Grenoble II a créé des passeports pédagogiques, assortis d'une augmentation de droits spécifiques considérables de 200 à 750 euros, s'ajoutant aux droits d'inscription nationaux. Les réactions étudiantes et de notre syndicat ont semblé mettre en difficulté le ministère conduit à reconnaître le côté structurant en France des études « gratuites » et confirme la sous-dotation des établissements d'enseignement supérieur.